

# Écolo : semaine de 4 jours et 32 h

**Une semaine de travail de 4 jours et 32 heures : c'est la proposition d'Écolo qui sera débattue dimanche dans l'Écolab. Un labo ouvert à tous.**

● **Albert JALLET**

**S**tress, burn-out, vie familiale difficile à concilier avec le boulot, ou pas de boulot du tout : inéluctable ? Pour Écolo, une partie de la solution se trouve dans la réduction du temps de travail. Basée sur le schéma général de la semaine de 4 jours et 32 heures de travail. Un schéma à géométrie variable en fonction du secteur ou de l'activité. À discuter. Certains lèvent les yeux au ciel et plongent dans leur portefeuille : impayable. D'autant que cela s'accompagne d'une embauche compensatoire (engager minimum 50 % du temps gagné).

## **Pas d'impact sur les plus bas salaires**

Patrick Dupriez, coprésident d'Écolo tempère, exemple chiffré à l'appui : «*Notre modèle ne coûte pas plus à l'employeur. L'embauche compensatoire obligatoire est contrebalancée par une réduction structurelle des cotisations sociales.*»

Et le trou ainsi créé dans les

cotisations sociales ? Il est en partie comblé par la réduction des dépenses de chômage et les cotisations d'impôts sur les nouveaux salaires.

Pour arriver à un coût moyen annuel par nouveau travailleur, pour l'ONSS de 1100€. «*Ce qui est nettement moins que d'autres systèmes en place actuellement. Il ne faut pas perdre de vue non plus que des réductions de cotisations sociales sont déjà octroyées actuellement mais avec quel impact ? On ne sait pas, ça ressemble à des cadeaux faits à des entreprises qui savent jongler avec cette matière. Ici, cela a le mérite d'être simple et d'avoir un impact direct sur l'emploi (lire ci dessous).*»

Quid des salaires pour ceux

**« Notre système ne coûte pas plus à l'employeur et a un impact direct sur l'emploi. »**

qui voient leur temps de travail

réduit ? «*Pour les plus bas salaires, ils ne doivent rien perdre. Ce ne serait pas tenable pour eux. Pour les moyens et plus hauts salaires, il faut accepter un lissage des augmentations. Tout en sachant que pour le travailleur, un jour de travail en moins, ce sont des frais en moins aussi. Tandis que pour l'employeur, il aura aussi un retour : moins de stress, moins de congés de maladie*

*(exemple : absentéisme lié au stress : 24 % en 2005, 37 % en 2013) et une meilleure organisation. Parce que parallèlement, on peut introduire de la souplesse en passant de 5 à 6 jours de travail semaine dans certaines entreprises.*»

Patrick Dupriez insiste : «*Tout cela doit se faire dans le dialogue et la concertation. Il faut prendre en compte les spécificités des petites entreprises par rapport aux grosses qui pourraient implanter ce système plus facilement. Il reste du boulot, des réflexions à avoir. C'est à ça que sert l'Écolab. Mais il faut un cadre légal pour avancer. Cela existe dans d'autres pays et ça marche. Pourquoi pas chez nous ?*» ■

## **Écolab : pour sortir des idées**

Le 24 janvier, Écolo tenait son premier Écolab consacré au climat. Dimanche, à Namur, ce sera le deuxième consacré au partage du temps de travail. D'autres thèmes suivront. L'objectif : ouvrir le débat à un maximum d'acteurs. Dimanche, à Namur, on croisera des intervenants comme Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC, Marc Goblet, secrétaire général de la FGTB, Arnaud Deplae, secrétaire général UCM, Bernard Delvaux, CEO de

la SONACA... Mais la diversité est attendue aussi dans le public. Patrick Dupriez : «*Tout le monde est le bienvenu. Par rapport au malaise démocratique où le citoyen a le sentiment que la politique lui échappe, ici, il peut s'exprimer, émettre des idées. Ce qui ressortira de cet Écolab sera intégré au programme du parti.*»

► Dimanche 24 avril à Namur, de 14 h 30 à 17h. Palais des congrès, place d'Armes, 1, 5000 Namur. Entrée : gratuite

# Créer de l'emploi sans attendre la croissance

**1. Créer entre 350 000 et 700 000 emplois** «Il y a actuellement 2,3 millions de travailleurs à temps plein où l'on note de plus en plus de stress, de burn-out, 1,1 million de temps partiel dont 2/3 de femmes aux horaires souvent aléatoires et un million de sans-emploi dont un jeune sur 3 dans certaines régions. Et qui n'ont guère de perspectives de trouver un emploi. C'est intenable.»

Compter sur la croissance pour créer de l'emploi? «Avec les gains de productivité, l'effet sera fort réduit sur la création d'emplois. Notre proposition permet de créer entre 350 000 et 700 000 emplois, avec un minimum de 50 % d'embauche compensatoire.»

**2. Lancer des entreprises pilotes** «On

ne veut pas rester au niveau des idées et du discours. Il faut être concret. C'est pour ça que nous ouvrons aux gens de terrain pour qu'ils viennent avec leurs remarques, leurs propositions concrètes. Pas question non plus d'imposer unilatéralement. Mais il faut lancer la machine pour que des entreprises se lancent dans le bain, comme cela se fait en France, comme cela est appliqué en Suède au Canada, et montrer que ça marche. Créer un cercle vertueux.»

**3. Ne pas boucher l'horizon** «La politique actuelle, c'est une politique comptable et de gestion de crise. Il est impératif que la politique puisse proposer au citoyen que demain soit meilleur que maintenant. Ce n'est pas le cas maintenant.»

**4. Justice fiscale** «Il ne faut pas mélanger PME et grosses entreprises. Il faut aussi de l'équité fiscale. Quand on estime la fraude fiscale entre 15 et 33 milliards d'euros et que l'on gratte quelques milliards dans la sécu, dans la justice ou ailleurs, quelque chose ne fonctionne pas. Quand on paralyse des aéroports pour du personnel, ça coûte une fortune. On creuse des trous pour demain.»

**5. Plan Tandem** C'est le deuxième point qui sera soumis à l'assemblée dimanche. «Nous l'avons lancé mais le gouvernement actuel le détricote. Or, c'est pour mieux répartir le travail en fonction des phases de la vie où le travailleur plus âgé diminue son temps de travail ce qui permet l'engagement d'un jeune.» ■ **A.J.**